

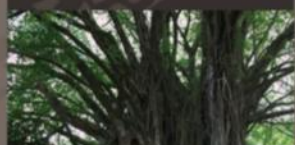


CODIM

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES

La CODIM

Un bilan des activités 2011-2012-2013 – 1^{er} Trim. 2014



Iles Marquises

UA POU • HIVA OA • NUKU HIVA • FATU HIVA • TAHUATA • UA HUKA

HENUA ENANA / TERRE DES HOMMES

Avril 2014

Sommaire

Préambule	5
Le Plan de développement économique des Marquises	7
L'élaboration du PDEM	7
La mise en œuvre du PDEM.....	8
Le tourisme	8
La création de zones de mouillages	9
Les sentiers de randonnée.....	10
La préservation de l'environnement	10
La CODIM, un laboratoire juridique.....	12
L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le compte des communes	13
Les subventions : contributions directes de la CODIM aux activités touchant les Marquises ...	14
Soutiens divers à des problématiques locales.....	15
Représentations extérieures de la CODIM	16

Actions internes	16
La CODIM en chiffres et en résumé	17
Budget annuel de la CODIM (fonctionnement) : 68.933.700 Fcfp	17
Montant annuel des subventions versées par la CODIM	17
Budget consacré aux études	18
Récapitulatif des actions de la CODIM.....	18
(voir page suivante)	18
La CODIM : des élus mobilisés.....	20
ANNEXES	21
STATUTS de la CODIM (modifiés le 1 ^{er} mars 2013).....	21
ARRETE n° 2062 CM du 9 novembre 2010.....	32
Règlement intérieur.....	35
Ordres du jour des réunions du conseil communautaire de la CODIM.....	43
Année 2012.....	43
Année 2013.....	45
Année 2014.....	49

Préambule

La première communauté de communes en Polynésie française est la Communauté de communes des Iles Marquises : elle a été créée par arrêté du Haut-commissaire le 29 novembre 2010.

Une seule autre communauté de communes a été créée depuis : HAVA'I, regroupant les communes de Tumara'a et Taputapuatea aux Iles-sous-le-Vent.

Pour rendre possible cette communauté de communes, le Pays a transféré¹ aux communes des Marquises deux compétences :

- L'aménagement de l'espace ;
- Le développement économique.

Ce transfert est accompagné d'une condition de réalisation d'un Plan de développement économique dans les 18 mois suivant la création de la CODIM.

Aujourd'hui, les échéances ont été respectées, le Plan de développement économique des Marquises est réalisé et a été largement présenté, à la population marquisienne mais aussi aux institutions de la Polynésie française, et sa mise en œuvre est en cours, en ce qui concerne les volets du tourisme et de développement nautique (mouillages).

Il reste néanmoins des challenges en suspens, d'ordre économique, juridique, organisationnel et politique notamment. C'est dans ce contexte que la CODIM devra évoluer dans les années à venir, afin d'ouvrir un chemin encore vierge à ce jour, un chemin confirmé de partenariat et de collaboration avec les institutions locales au niveau du Pays, et, au niveau marquisien, de rassemblement et de mise en commun des problématiques.

Les valeurs de la CODIM, définies le 7 mars 2011 et qui constituent le ciment de ces six communes, nord et sud réunis sont résumés dans les termes qui suivent :

Identifier, préserver, protéger et promouvoir le patrimoine marquisien.

¹ Etant donné l'imprécision de cette notion de « transfert », le député de la Polynésie française Bruno Sandras avait interrogé en 2010 le Ministère de l'Outre-mer sur la nature juridique des relations pouvant s'établir entre la Polynésie et les communes ; le ministère de l'Outre-mer avait alors précisé qu'il s'agissait d'une délégation pouvant être assimilée à une sorte de modalité de l'action commune entre collectivités territoriales. Mais le tribunal administratif, dans son avis n° 14-2011 du 26 avril 2012, a émis un avis radicalement différent : pour le juge administratif, il s'agit d'un transfert de compétences véritable et de surcroît définitif, qui n'expirera qu'en cas de dissolution de la communauté de communes.

Le Plan de développement économique des Marquises

L'élaboration du PDEM

A l'issue d'études sectorielles menées par des prestataires et d'un travail de consolidation mené par la CODIM elle-même, le Plan de développement économique des Marquises a été finalisé en décembre 2012, 24 mois après sa création.

Définissant les axes de développement économique de l'archipel des Marquises, l'objectif de la CODIM à travers ce document de prospective et par là, , est de jeter les bases d'un développement économique durable visant au maintien de la population marquisienne aux Marquises en leur donnant du travail tout en préservant et transmettant à ses enfants la terre, l'environnement et la culture exceptionnels de cet archipel.

Avec ce document de prospective, la CODIM a pour ambition de mettre en place et de maintenir des activités «durables» aux Marquises, au profit de la population locale, et dans le respect du «capital des ressources» qui l'alimente, afin que jamais, il ne soit ni épuisé, ni dégradé de manière irréversible.

C'est dans cet esprit qu'a été élaboré, de façon partenariale, avec les instances du Pays, celles de l'administration publique, et les différentes représentations de la société civile, le présent Plan de développement économique durable.

Ainsi :

- ⇒ **l'objectif général** de ce plan de développement économique est clairement volontariste : il consiste à vouloir offrir aux Marquisiens la possibilité de vivre aux Marquises, dans le respect de leurs traditions et tout en restant ouverts sur le monde extérieur.
- ⇒ cet objectif général se décline en **deux objectifs spécifiques** :
 - Préserver le patrimoine naturel, culturel et artistique, le protéger, le faire connaître et le transmettre aux générations à venir ;
 - Créer des emplois et des richesses économiques qui bénéficient aux Marquisiens.

Les grands axes développés par le PDEM sont :

- **Le développement dans les secteurs suivants :**
 - . le tourisme (vert),
 - . l'agro-alimentaire,
 - . la pêche,
 - . la culture et l'artisanat.

- **L'aménagement :**
 - . d'un aéroport international,
 - . d'un port de pêche à Nuku Hiva,
 - . de sentiers de randonnées balisés et répertoriés,
 - . des quais, des pontons, des routes d'accès et des chemins de pénétration.
- **La préservation :**
 - . de l'environnement par les projets UNESCO et d'aire marine protégée,
 - . de la qualité et de la traçabilité des produits marquisiens par la création d'une appellation d'origine.
- **La protection des savoirs culturels ;**
- **Le développement des transports ;**
- **La mise en place de formations locales et adaptées aux ressources locales ;**
- **Et enfin, le développement des technologies d'information et de communication afin de désenclaver les Marquises.**

Ce document, fruit d'un travail partenarial, long et soutenu, a été finalisé en décembre 2012, présenté aux institutions de la Polynésie puis médiatisé.

La mise en œuvre du PDEM

L'année 2013 et sa prolongation en 2014 a vu les débuts de la mise en œuvre de ce document, dans différents secteurs :

- Le tourisme ;
- La création de zones de mouillages ;
- Les sentiers de randonnées ;
- La préservation de l'environnement.

Le tourisme

Une première étape a consisté en quatre missions :

1. La relance, le fonctionnement et l'organisation des comités du tourisme aux Marquises ;
2. Les modifications et dérogations réglementaires concernant les activités touristiques ;
3. La création de la charte graphique, logo et baseline destination Marquises ;
4. La création d'un portail touristique web « Archipel de Marquises ».

Cette première étape s'est terminée en décembre 2013.

Une seconde étape est lancée en 2014 et consiste en les actions suivantes :

1. Renforcer la synergie et la dynamique de développement touristique au niveau de l'archipel.
2. Assurer une réponse appropriée aux différentes problématiques rencontrées par les comités du tourisme de chaque île.
3. Mettre en œuvre des actions touristiques concertées, structurées et homogènes à l'échelle de l'archipel.
4. Renforcer les compétences techniques locales en matière de développement touristique pour conduire à la réalisation autonome ultérieure des actions suivantes de la Stratégie de structuration et de développement du tourisme aux Marquises par les comités du tourisme.
5. Accompagner la structuration progressive des acteurs et la mutualisation des moyens d'action.
6. Rechercher les partenariats pérennes et sources d'accompagnement technique et de financements au niveau du Pays.

Ce second volet de mise en œuvre a été confié en mars 2014 à un prestataire et l'étude se déroulera jusqu'à fin 2014.

La création de zones de mouillages

L'objectif de l'étude réalisée en 2013 était de définir des sites de mouillages dans les 6 îles des Marquises, les modalités de la mise en place technique de ces mouillages et le coût de la mise en œuvre et de l'exploitation de ces mouillages.

Cette étude aborde l'ensemble des caractéristiques et contraintes inhérentes à ce type de projet, en considérant les situations particulières de ces baies marquisiennes, notamment :

- Le cadre réglementaire et juridique des mouillages organisés en Polynésie française ;
- Les caractéristiques techniques des mouillages organisés ;
- L'estimation du coût de mise en œuvre et d'exploitation ;
- L'exploitation et la gestion de zone de mouillage organisée.

Les sentiers de randonnée

Quarante-deux sentiers remarquables répartis sur les 6 îles des Marquises ont été répertoriés et diagnostiqués afin :

- D'une part d'élaborer un programme de travaux d'aménagement à réaliser ;
- Et d'autre part de réaliser un « topoguide » destinés aux randonneurs.

Ce dernier point représentera l'étape à venir à programmer sur l'année 2014.

La préservation de l'environnement

Le projet UNESCO

La candidature des îles Marquises au patrimoine mondial de l'UNESCO initiée dès 1996 est du plus grand intérêt pour la Polynésie française puisqu'un classement au patrimoine mondial de l'humanité des sites de l'archipel apportera au pays la reconnaissance de leur valeur patrimoniale, une gestion des sites culturels et naturels encadrée par une charte de gestion et enfin une renommée internationale bénéfique pour le tourisme et l'ensemble des activités induites.

Une structure pérenne et officielle a été mise en place en 2009 par le gouvernement de Polynésie française afin de mener à bien cette candidature et la Fédération culturelle marquisienne Motu Haka a été placée au centre du dispositif en étant chargée de créer et d'animer les 6 comités de gestion institués réglementairement. Enfin, la candidature des îles Marquises a été inscrite le 22 juin 2010 sur la liste indicative de la France par la Délégation permanente de la France auprès de l'UNESCO.

La candidature des Marquises est une candidature mixte en série qui concerne les sites culturels et naturels de l'archipel à valeur universelle exceptionnelle au sens de l'UNESCO, reconnus comme tels par la population, protégés par une réglementation, et bénéficiant d'une gestion adaptée.

La CODIM est un partenaire actif de l'équipe pilote de ce projet. Elle a notamment participé à ce titre :

- au séminaire UNESCO en octobre 2012 ;
- au comité de pilotage qui s'est tenu en février 2013 à la Présidence sous la direction de Mme Chantal TAHIATA, ministre de la Culture ;
- et au récent comité de pilotage qui s'est tenu en février 2014 à Papeete sous la direction du Ministre en charge de la Culture, M. Geffry Salmon.

La création d'une Aire Marine Protégée

L'archipel des Marquises se situe dans une zone ayant un fort potentiel de ressources halieutiques.

Le taux d'endémisme connu semble être l'un des plus forts de l'Indo-Pacifique faisant des Marquises un des hot-spot de la biodiversité marine mondiale.

Les élus marquisiens, réunis en conseil communautaire en juin 2012, ont en effet décidé unanimement la création d'une Aire Marine protégée (AMP – aussi dénommée Aire Marine Grée – AMG), englobant tout l'archipel des Marquises et dont la vocation est d'organiser les activités en milieu marin afin de préserver la biodiversité et la valeur patrimoniale du milieu.

La procédure consiste en 3 phases:

1. une phase définition - concertation (entre élus, société civile et experts, Pays – Ministère des ressources marines notamment -) afin de déterminer le périmètre de l'AMP et ses objectifs, et d'identifier des zones à l'intérieur de ce périmètre en fonction de leurs caractéristiques et de leur potentiel ;
2. une phase réglementaire : mise en œuvre des outils réglementaires existants par les autorités compétentes pilotée par le ministère de l'Environnement et en collaboration avec les différents ministères concernées ;
3. La phase opérationnelle (comité de pilotage ou gestion de l'AMP et recherche de financements).

Le périmètre de l'AMP Marquises pourrait se caler au Nord sur les limites de la Zone Economique Exclusive (ZEE). Une fois délimitée, l'AMP fera alors l'objet d'un zonage qui matérialisera des zones spécifiques, telles que des zones protégées afin de préserver la biodiversité existante, des zones de pêche artisanale et des zones de pêche industrielle, des zones remarquables qui seront intégrées à la démarche de classement UNESCO, etc.

La création de cette AMP est un projet pilote tout-à-fait innovant : ce sera une première pour la Polynésie, et cette démarche nécessite le consensus de toutes les forces actives locales : les élus marquisiens, la population des Marquises, le Pays qui est maître d'ouvrage ; l'Etat apporte un support actif à ce projet grâce notamment à l'appui de l'Agence des AMP.

La lutte phyto sanitaire

Deux espèces de mouches des fruits sont présentes aux Marquises: la mouche des fruits orientale et la mouche des fruits du Queensland. Ces mouches s'attaquent à presque tous les fruits cultivés : mangues, oranges, bananes, pamplemousses, papayes... Elles pondent leurs œufs sous la peau des fruits et les larves se développent en se nourrissant du fruit, les rendant impropres à la consommation.

Dans le cadre d'un programme d'éradication de ces mouches piloté par le SDR, la micro-guêpe *Fopius arisanus* a été introduite en 2003 depuis Hawaii. Plus de 20 000 *Fopius* ont ainsi été lâchés aux Marquises depuis 2008.

Pour compléter l'action des micro-guêpes qui ne peuvent contrôler 100% des mouches, le SDR recommande aux agriculteurs d'utiliser la méthode 1-2-3 qui consiste à :

1. Eliminer les fruits piqués (destruction des larves) ;
2. Utiliser des appâts protéinés empoisonnés (destruction des femelles) ;
3. Utiliser des pièges à phéromones (destruction des mâles).

Du fait de la difficulté d'approvisionnement, du coût et d'un manque d'information, la méthode 1-2-3 est actuellement peu utilisée aux Marquises. Il est donc nécessaire de renforcer les actions de vulgarisation et de faciliter l'approvisionnement des agriculteurs en produits de lutte.

La CODIM s'est associé à l'action du SDR en prenant à sa charge les produits de traitement pour la méthode 1-2-3 (phéromones, malathion) ; achetés fin 2013, ces produits seront présentés et distribués aux agriculteurs dans le cadre d'une campagne de sensibilisation menée par le SDR et prévue en 2014.

La CODIM, un laboratoire juridique

Pendant ses 3 années de vie, la CODIM a largement contribué à faire progresser le cadrage juridique des communes et des communautés de communes en Polynésie française, en produisant des analyses juridiques, notamment sur les thèmes suivants :

- Le transfert des compétences du Pays aux communes pour la création des communautés de communes ;
- L'exercice des nouvelles compétences dévolues aux communes dans les domaines de l'eau potable et de la gestion des déchets ;
- La constitution et la gestion du domaine public communal ;
- La proposition d'aménagement du CGCT ;
- L'intervention auprès de l'Etat pour la validation législative du Code des marchés applicables aux communes de la Polynésie française ;
- La possibilité pour les communes de créer des activités commerciales, telle qu'une « station-service », en raison de la carence de l'initiative privée ;
- La création d'un syndicat mixte ouvert regroupant la Polynésie française et les communes des îles Marquises (ou la CODIM) ;
- La mise en œuvre de la compétence transport maritime entre les îles Marquises.

L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le compte des communes

La CODIM s'est aussi positionnée dans le domaine de l'assistance à maîtrise d'ouvrage :

- Assistance pour la levée d'un problème survenu dans le déroulement d'exécution du marché relatif aux travaux d'adduction d'eau potable, notamment pour la commune de Ua Pou ;
- accompagnement sur la finalisation des études dans le cadre de l'opération d'acquisition d'une centrale hydroélectrique à Hanavave sur l'île de Fatu Iva ;
- soutien ponctuel dans la phase finale des études pour la construction d'une salle omnisports à Tahuata ;
- accompagnement dans l'expertise du bateau Tahuata Nui.

Enfin, en 2013, la CODIM a lancé deux études relatives à la compétence « gestion des déchets ménagers » :

- la première étude vise à apporter une réponse concrète et adaptée aux problématiques de gestion des ordures ménagères pour les communes de petites tailles telles que Ua Huka, Tahuata et Fatu Iva
- la seconde consiste en la réalisation des études préalables à la réhabilitation des dépotoirs communaux des communes de Tahuata, Fatu Hiva, Ua Huka et Nuku Hiva.

Les subventions : contributions directes de la CODIM aux activités touchant les Marquises

La CODIM a enfin favorisé des activités rentrant dans son champ de compétences en versant les subventions suivantes :

En 2011 :

Radio Marquises	Installation des fréquences hertziennes sur les îles des Marquises Sud	649 928
COMOTHE	Comité organisation du Festival des Marquises	3 000 000
<i>Total</i>		<i>3 649 928</i>

En 2012

Foyer éducatif MAUIA	Projet de permis de conduire	300 000
MEJ Marquises	Projet de centre de vacances	300 000
Radio Marquises	Modifications sur les fréquences hertziennes	1 500 000
CSP ATUONA	Projet de voyage international	1 000 000
Tiki Nesian Productions	Projet d'un mini documentaire « Gestes perdus »	1 000 000
District de football HIVA	Challenge Roger VAKI	1 182 500
<i>Total</i>		<i>5 282 500</i>

En 2013

ARSH EIAO	Projet EIAO	1 000 000
Comité TUPEHE NUI	Festival des Arts Marquises UAHUKA	3 000 000
Association sportive collège Nuku Hiva	Projet de voyage international BRESIL	500 000
Radio Marquises	Installations de nouvelles fréquences hertziennes	2 800 000
Ligue Marquisienne du Va'a	Participation course Havaïki Nui Va'a	2 000 000
District de football UAPOU	Challenge « Te Tau Hakaiki »	1 980 000
Académie Marquisienne	Réalisation DVD audio visuel	2 098 819
CED	Acquisition équipement agricole	1 000 000
<i>Total</i>		<i>14 378 819</i>

En 2014 (1^{er} trimestre)

COMITE EO HIMENE	Festival de la musique aux Marquises à TAIOHAE en mai 2014	2 000 000
Ecole Primaire de NUKU HIVA	Projet de voyage en Nouvelle-Zélande	2 000 000
<i>Total</i>		<i>4 000 000</i>

Soutiens divers à des problématiques locales

Au titre de la solidarité entre les îles Marquises, la CODIM est intervenu dans les dossiers suivants :

- dans le dossier de retrait des vols en TWIN OTTER desservant UA POU et UA HUKA, notamment afin de maintenir le dialogue entre AIR TAHITI et le Pays, mais aussi dans la faisabilité juridique de la reconduction d'une DSP provisoire avec AIR TAHITI et du versement d'une subvention d'équilibre à AIR TAHITI ;
- dans les problèmes rencontrés par les communes sur le versement du FIP.

Représentations extérieures de la CODIM

La CODIM a participé :

- au Congrès des communes :
 - . à Taha'a en août 2012,
 - . à Punaauia en juillet 2013 ;
- au Congrès de l'ACC'DOM sur l'île de la REUNION en novembre 2012 ;
- au Congrès des maires AMF à Paris en novembre 2012.

Actions internes

La CODIM s'est dotée d'un règlement intérieur dès 2011.

Elle a par ailleurs récemment procédé à une modification de ses statuts (1^{er} mars 2013).

Les membres de la CODIM ont mis en place trois commissions :

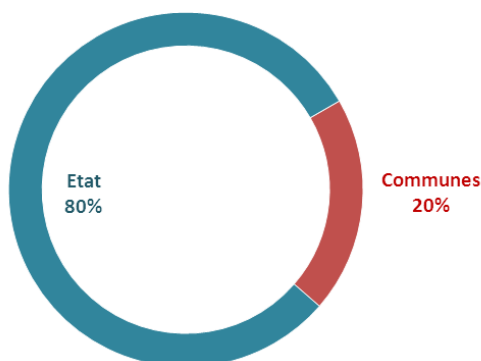
- la Commission des affaires financières, budgétaires et d'ouverture des plis consécutive à un appel d'offres- la commission ;
- la Commission de pilotage étude transports maritimes ;
- la Commission d'examen de candidatures au recrutement du personnel de la CODIM.

Enfin, la CODIM s'est fixé par délibération un cadre définissant les modalités d'attribution des subventions ainsi que de suivi des projets subventionnés.

La CODIM en chiffres et en résumé

Budget annuel de la CODIM (fonctionnement) : 68.933.700 Fcfp

Répartition des ressources budgétaires de la CODIM

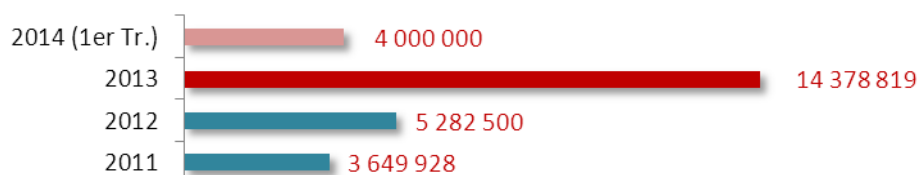


La contribution de l'Etat est de 57 877 600 Fcfp par an.

Les contributions annuelles des communes sont calculées comme suit :

- 3 MFcfp pour les communes de plus de 1 000 habitants (NUKU HIVA, HIVA OA et UA POU) ;
- 1,5 MFcfp pour les communes de moins de 1 000 habitants (UA HUKA, TAHUATA et FATU IVA).

Montant annuel des subventions versées par la CODIM



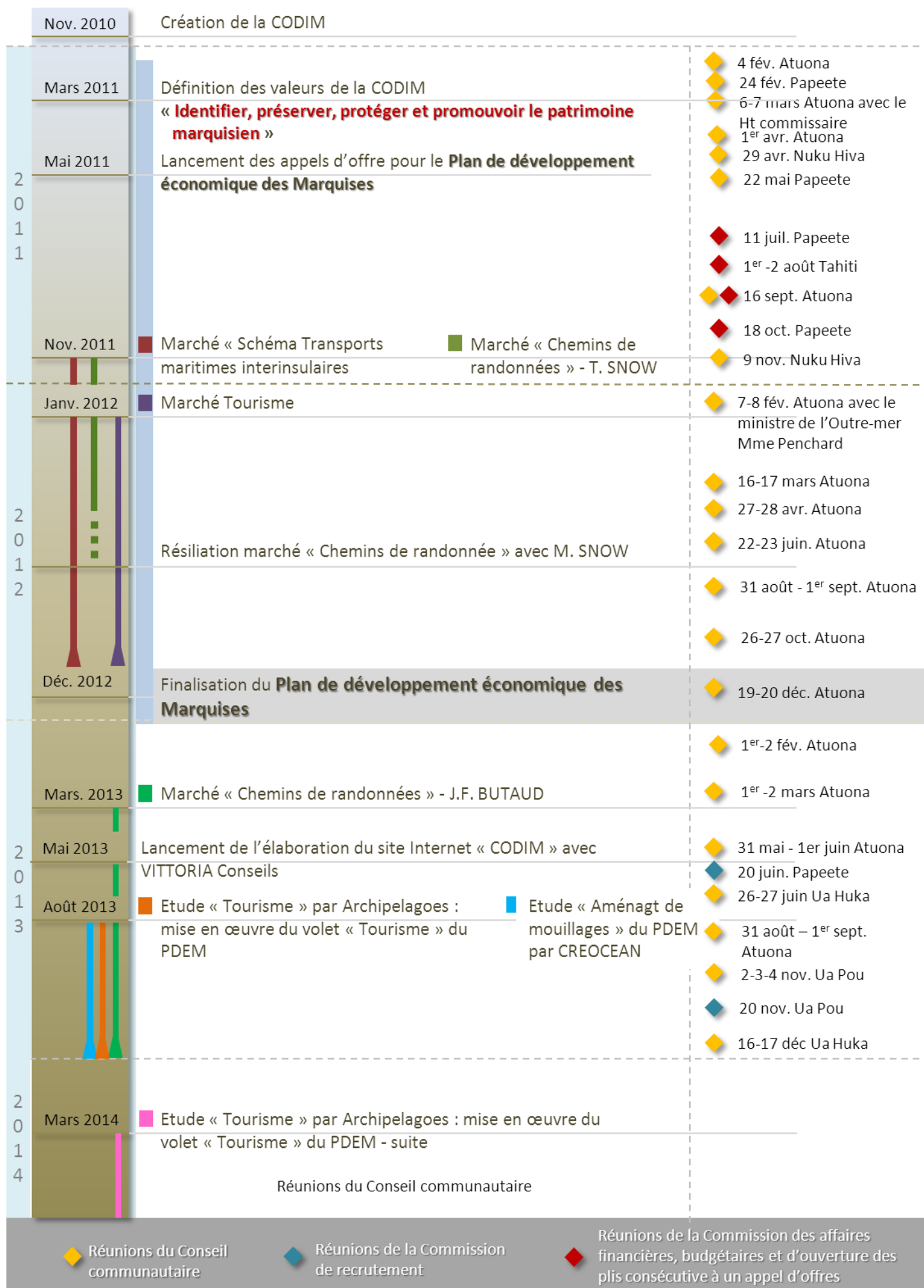
Budget consacré aux études

Objet	Bénéficiaire	2011	Engagement		
			2012	2013	2014
Total annuel		30 280 637	855 392	26 764 861	15 825 850
Gestion des déchets					
AMO pour la réalisation des études préalables à la réhabilitation des dépotoirs communaux des communes de Tahuata, Fatu Hiva, Ua Huka et Nuku Hiva	DIPAC			3 800 000	
AMO pour la mise en œuvre de la gestion des déchets ménagers des communes des îles Marquises (Tahuata, Fatu Hiva, Ua Huka) (*)	DIPAC			5 400 000	
Tourisme					
Etude tourisme pour le PDEM	CREOCEAN - MAHOC - ARCHIPELAGOES	12 863 677			
Mise en œuvre 2013	ARCHIPELAGOES			4 503 069	
Mise en œuvre 2014 (*)	ARCHIPELAGOES				11 068 350
Chemins de randonnées					
Etude chemins de randonnée dans le cadre du PDEM	Tepuanui SNOW	3 003 000			
Etude répertoire et travaux d'aménagements				8 526 650	
Schémas de transports maritimes interinsulaires					
	CREOCEAN - KHER Consultants	14 413 960	855 392		
Mouillages					
Définition des sites et modalités techniques	CREOCEAN			4 535 142	
Etude sur les levés bathymétriques (*)	CREOCEAN				4 757 500
Réalisation du site Internet de la CODIM (*)					
	VITTORIA Conseils			925 062	

(*) : opération en cours non soldée

Récapitulatif des actions de la CODIM

(voir page suivante)



La CODIM : des élus mobilisés

	Maire	Membres de la CODIM	Bureau	Commission des affaires financières, budgétaires et d'ouverture des plis consécutive à un appel d'offres	Commission de pilotage étude transports maritimes	Commission d'examen de candidatures au recrutement du personnel de la CODIM
UA POU						
Joseph KAIHA	x	Président	x	x	x	x
Isidore HIKUTINI		x				
Georges TEIKIEHUPOKO		x			suppléant	
FATU HIVA						
Henri TUIEINUI	x	x	x		x	x
Raanui ARIITAI		x			suppléant	
HIVA OA						
Etienne TEHAAMOANA	x	x	x	x	x	Vice-Président
Domingo TEHAAPOANA		x				
Murielle TETUAVEROA		x		x	suppléante	
NUKU HIVA						
Benoit KAUTAI	x	x	x		x	
Henri KAIHA		x				
Cyprien PETERANO		x		x	suppléant	
Déborah KIMITETE		suppléante				x
TAHUATA						
Felix BARSINAS	x	Vice-Président	x	x	x	x
François KOKAUANI		x			suppléant	
UA HUKA						
Nestor OHU	x	x	x		x	x
Florentine SCALLAMERA		x			suppléant	

ANNEXES

STATUTS de la CODIM (modifiés le 1^{er} mars 2013)

Titre 1^{er} – Dispositions générales

Article 1^{er}.— Création, périmètre et dénomination

Il est créé entre les communes de **Fatu Iva**, Hiva Oa, Nuku Hiva, Tahuata, Ua Huka, Ua Pou une communauté de communes dénommée « Communauté de communes des îles Marquises » (CODIM).

Art. 2 . – Siège

Le siège de la communauté de communes des îles Marquises est fixé à Atuona (île de Hiva Oa).

Art. 3.— Durée ,

La communauté de communes des îles Marquises est instituée pour une durée illimitée.

Titre 2 – Les compétences

Art. 4.- Objet

La communauté de communes des îles Marquises a pour objet :

- d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace ;
- de favoriser le développement économique de son territoire, de mettre en œuvre de façon coordonnée les infrastructures et les équipements collectifs que son conseil jugerait nécessaires, de gérer les services communs qui s'avéreraient utiles à l'exercice de ses compétences.

Toutes les compétences non explicitement définies dans l'ensemble de l'article 5 comme étant d'intérêt communautaire, sont de la compétence des Communes membres.

Art. 5.- Compétences

Compte tenu du caractère insulaire de la communauté de communes des îles Marquises et des difficultés de déplacements entre les îles, le conseil communautaire privilégiera, jusqu'au 31 décembre 2015, les études, conseils et expertises.

Pourront s'y ajouter la promotion de projets structurants et de développement, ainsi que le soutien aux manifestations culturelles et sportives d'intérêt communautaire. La création d'équipements à vocation touristique ou culturelle (tels les chemins prévus à l'annexe 1 du présent arrêté) n'est pas exclue, mais leur conservation et leur entretien ne seront pas confiés à la communauté de communes.

La communauté de communes se fixe les compétences suivantes :

5.1 – Compétences obligatoires

La communauté de communes des Marquises exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

5.1.1 – Aménagement de l'espace :

- élaboration d'un schéma de développement touristique permettant la mise en valeur cohérente des ressources touristiques locales ; notamment concernant la localisation des sites historiques et leur restauration ;
- création et aménagement de chemins de randonnée d'intérêt communautaire, donnant accès à des sites touristiques naturels ou construits par l'homme (annexe 1) ;
- conduite d'études d'opportunité sur l'aménagement des dessertes, routes d'accès et chemins de pénétration reconnus d'intérêt communautaire afin de répondre au problème de désenclavement des vallées (annexe 2).

5.1.2 – Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté :

Réalisation d'un projet de développement économique :

- organisation et promotion des filières économiques dans les domaines de l'agriculture, du bois, de la pêche, de l'artisanat, **de l'élevage et de l'apiculture** par la

conduite d'études d'opportunité permettant la réalisation d'équipements communautaires destinés à favoriser ces activités ;

- identification des zones d'activités, notamment leur localisation et les équipements permettant de créer des ateliers-relais et tous bâtiments d'activité économique d'intérêt communautaire (marchés communaux et communautaires notamment) nécessaires à la mise en œuvre de ces opérations de développement.

5.2 – Compétences optionnelles

5.2.1 – Protection et mise en valeur de l'environnement Sont d'intérêt communautaire :

- La promotion d'une agriculture durable, de qualité, de labellisation des produits et respectueuse de l'environnement. A cette fin, la communauté de communes apporte son appui aux agriculteurs par des conseils administratifs et techniques.
- Toutes études nécessaires à la mise en œuvre, par les communes membres, du service du traitement des déchets.

5.2.2 – Action culturelle et sportive

Sont d'intérêt communautaire :

- L'encouragement et le soutien des activités culturelles, sportives, artistiques et créatives et notamment des rencontres, salons, foires et autres manifestations lorsqu'ils se déroulent sur le territoire de la communauté de communes ou en d'autres lieux ;
- L'aide et soutien au projet de classement des Marquises à l'UNESCO.

5.2.3 – Eau potable

Sont d'intérêt communautaire :

- Toutes études visant à identifier les ressources en eau sur le périmètre de la communauté, à évaluer leur volume et leur vulnérabilité, et à proposer toute mesure visant à leur durabilité.

5.2.4 – Assainissement

Sont d'intérêt communautaire :

- Toutes études nécessaires à la mise en œuvre, par les communes membres, du service de l'assainissement des eaux usées.

5.2.5 – Transport maritime entre les îles

Est d'intérêt communautaire :

- La participation à la réalisation d'un schéma de transport maritime entre les îles comprises dans le périmètre de la communauté de communes des Marquises, et la possibilité de gérer ledit service public du transport maritime interinsulaire.

5.2.6 – Assistance à maîtrise d'ouvrage

Sont d'intérêt communautaire :

- A la demande des communes membres et après approbation par le conseil communautaire, les études et l'assistance pour la conception et la réalisation des ouvrages communaux.

5.3 – Compétences complémentaires

- Conseil juridique et appui administratif aux communes (notamment sur les problèmes fonciers).
- A la demande des communes membres et après approbation par le conseil communautaire, l'assistance administrative et/ou technique entre communes membre et le soutien financier de ces actions.

Art. 6.- Mise à disposition

Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition, au bénéfice de la communauté, de l'ensemble des biens, équipements, et services publics mis en œuvre pour exercer cette compétence, ainsi que les droits et obligations qui y sont attachés à la date du transfert.

La mise à disposition est constatée par un procès-verbal, établi contradictoirement entre la commune antérieurement compétente et la communauté de communes.

Titre 3 – Les règles de fonctionnement

Art. 7.- Le conseil communautaire

La communauté de communes est administrée par un organe délibérant, dénommé conseil communautaire composé de délégués des communes membres.

Le conseil communautaire comprend quinze délégués titulaires et quinze délégués suppléants, élus par les conseils municipaux des communes adhérentes.

7-1 – Répartition du nombre de sièges

La répartition des sièges au sein du conseil est assurée en fonction de la population des communes concernées dans les conditions suivantes :

- 2 délégués pour les communes de moins de 1 000 habitants ;
- 3 délégués pour les communes de plus de 1 000 habitants.

<i>Communes</i>	<i>Population (Recensement 2012)</i>	<i>Nbre de délégués</i>
Fatu Iva	611	2
Hiva Oa	2190	3
Nuku Hiva	2966	3
Tahuata	703	2
Ua Huka	621	2
Ua Pou	2173	3
<i>Total</i>	9264	15

7-2 - Désignation des délégués

Au niveau de chaque commune, les délégués sont élus en son sein par le conseil municipal.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

En cas de vacances des sièges réservés à une commune, l'assemblée délibérante procède au remplacement dans un délai d'un mois.

A défaut pour une commune d'avoir désigné ses délégués, celle-ci est représentée au sein du conseil par le maire et le premier adjoint.

7-3 - Durée du mandat des délégués

Les délégués des communes suivent, quant à la durée de leur mandat au conseil communautaire, le sort de l'assemblée qui les a désignés.

7-4 - Institution de délégués suppléants

Chaque commune membre de la communauté désigne autant de délégués suppléants que titulaires.

Lorsqu'un titulaire est empêché, il désigne en priorité un des délégués suppléants de sa commune pour le remplacer.

7-5 - Fonctionnement du conseil communautaire

Les conditions de validité des délibérations du conseil de communauté et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation du conseil, ainsi que les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles que le code général des collectivités territoriales fixe pour les conseils municipaux.

Le conseil se réunit, au moins deux fois par an, au siège de la communauté ou dans un lieu choisi par lui dans l'une des communes membres.

Art. 8.- Le bureau

Le bureau est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents, dont le nombre est fixé par le conseil communautaire, dans la limite d'un maximum de 30 % du nombre de délégués.

Le bureau peut comprendre, éventuellement, en sus des vice-présidents, un ou plusieurs autres membres de l'organe délibérant.

Les membres du bureau sont élus parmi les membres titulaires du conseil communautaire selon les règles fixées pour l'élection des maires et adjoints.

Le bureau peut recevoir délégation du conseil communautaire, pour une partie de ses attributions.

Lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rend compte, le cas échéant, des travaux du bureau et des attributions que celui-ci a exercées par délégation. Les mandats des membres du bureau prennent fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Art. 9.- Le président

Le président est l'organe exécutif de la communauté :

- il prépare et exécute les délibérations du conseil de la communauté ;
- il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes de la communauté ;
- il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau ;
- il est le chef des services de la communauté ;
- il représente la communauté en justice ;
- il convoque les membres de l'organe délibérant.

Le président peut recevoir délégation du conseil communautaire, pour une partie de ses attributions.

Lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rend compte, le cas échéant, des attributions que celui-ci a exercées par délégation.

A partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du président, les fonctions du président sont assurées par le doyen d'âge.

Titre 4 - Les dispositions financières

Art. 10.- Ressources de la communauté

Les ressources de la communauté de communes sont constituées :

- des recettes fiscales dont la perception est autorisée par les dispositions applicables localement ;
- du revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté de communes ;

- des sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- des subventions et dotations de l'Etat, de la Polynésie française, des communes, du Fonds intercommunal de péréquation et de l'Union européenne ;
- du produit des dons et legs ;
- du produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- du produit des emprunts ;
- des contributions annuelles des communes : 3 MF CFP (trois millions de francs CFP) ; pour les communes de plus de 1 000 habitants et 1,5 MF CFP (un million cinq cent mille francs CFP) pour les communes de moins de 1 000 habitants.

Art. 11.- Les garanties d'emprunt

En cas d'appel de garantie, les différentes communes adhérentes garantiront les emprunts contractés par la communauté au prorata de leur potentiel fiscal.

Titre 5 - Dispositions diverses

Art. 12.- Modifications statutaires

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-17 CGCT, les communes membres de la communauté peuvent à tout moment transférer à cette dernière, en tout ou partie, certaines de leurs compétences et les équipements ou services publics utiles à l'exercice de celles-ci.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-20 CGCT, les conditions initiales de fonctionnement de la communauté de communes peuvent être modifiées après délibération et accord à la majorité qualifiée des communes membres. ,

Art. 13.- Retrait d'une commune

La décision de retrait d'une commune s'effectue selon la procédure définie aux articles L. 5211-19 et L. 5214-26 du CGCT.

Une commune peut se retirer de la communauté de communes avec le consentement du conseil communautaire. Celui-ci fixe, en accord avec le conseil municipal intéressé, les conditions auxquelles s'opère le retrait. La délibération de celui-ci sera notifiée aux maires de chacune des communes membres. A compter de cette notification, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.

La décision de retrait est prise par arrêté du haut-commissaire de la République.

Une commune peut également décider de se retirer d'une communauté de communes pour adhérer à un autre établissement public à fiscalité propre dont le conseil communautaire a accepté la demande d'adhésion. Cette décision doit être autorisée par le haut-commissaire de la République après avis de la commission de coopération intercommunale de la Polynésie. L'avis de la commission est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois.

Art. 14.- *Règlement intérieur*

Le conseil communautaire approuvé un règlement intérieur établi par le bureau qui précise notamment les règles de fonctionnement du conseil communautaire et du bureau, les droits et les devoirs des élus au sein de ce conseil ainsi que les modalités d'exercice de la démocratie locale dans le cadre de ce conseil.

Le règlement intérieur sera annexé aux présents statuts après son adoption.



ANNEXE 1

Création et aménagement de chemins de randonnée d'intérêt communautaire donnant accès à des sites touristiques naturels ou construits par l'homme (article 5.1.1 alinéa 2)

- chemin de Hakahau/Hakahetau (Ua Pou) ;
- chemin de Hakahetau/Poumaka (Ua Pou) ;
- chemin vers le plateau de V a i k i v i (Ua Huka) ;
- chemin vers Taufeo (Fatu Hiva) ;
- piste cavalière de Hanamenu (Hiva Oa) ;
- sentier de promenade de Paeke (Nuku Hiva) ;
- sentier de promenade de Tehaatiki (Nuku Hiva).

HIVA OA :

- le chemin de la Reine
- le sentier HANATEKUUA
- la piste cavalière de HANAMENU
- le chemin HANAMATE
- le plateau de PAANAO vers PUAMAU

UA HUKA : rien à changer

- chemin vers le plateau de VAIKIVI

FATU-IVA :

- le chemin de VAIEENUI
- le chemin de OUI_A
- le chemin de TAIU
- le chemin de MOUNA NUI

TAHUATA :

- le chemin de randonnée AMATEA - HAAOIUPU
- le chemin de randonnée vers le Fort de HALLEY

- le chemin de randonnée du Roi IOTETE

UA POU :

- la piste cavalière Hakamaii - Apateki - Hikeu
- le chemin Teniuòàifiti - Hohoi
- la piste cavalière Hunanui - Hakaoèi- Hakamoui
- le sentier de randonnée Maùia - Hohoi - Hikeu

NUKU HIVA :

- le chemin Hakauï cascade
- le sentier Te Keika
- le sentier Te Ivi Pakeka
- la piste cavalière Hatiheu - Anaho - Haatuatua

ANNEXE 2

Conduites d'études d'opportunité sur l'aménagement des dessertes, routes d'accès et chemins de pénétration reconnus d'intérêt communautaire, afin de répondre au problème de désenclavement des vallées (article 5.1.1. alinéa 3)

- Hakatao et Hakamaii (Ua Pou) ;
- Hanaupe et Moea (Hiva Oa).
- Anaho (Nuku Hiva) ;
- Hakauï (Nuku Hiva) ;
- Hanatetena et Hanateio (Tahuata) ;

ARRETE n° 2062 CM du 9 novembre 2010

confiant aux communes de l'archipel des îles Marquises le soin d'élaborer un projet de développement économique en application des dispositions de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2010-12 du 25 août 2010.

NOR : DDC1003058AC

Le Président de la Polynésie française.

Vu la loi organique. n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2465 PR du 28 novembre 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu la loi du pays n° 2010-12 du 25 août 2010 relative à la mise en œuvre par les communautés de communes des dispositions des sections 4 et 6 du chapitre 1er du titre III de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les délibérations n° 23-10 du 14 septembre 2010 de la commune de Fatu Hiva, n° 49-2010 du 15 septembre 2010 de la commune de Hiva Oa, n° 45-10 du 21 septembre 2010 de la commune de Nuku Hiva, n° 18-2010 du 24 septembre 2010 de la commune de Tahuata, n° 23-2010 du 13 septembre 2010 de la commune de Ua Huka, et n° 70-2010 du 15 septembre 2010 de la commune de Ua Pou;

Vu les statuts de la communauté de communes des îles Marquises ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance dû 8 novembre 2010,

Arrête :

Article 1er.— La Polynésie française confie aux communes de Fatu Hiva, Hiva Oa, Nuku Hiva, Tahuata, Ua Huka et Ua Pou de l'archipel des îles Marquises, désireuses de constituer entre elles une communauté de communes, le soin d'élaborer, dans les conditions qui suivent et celles définies aux statuts de cette communauté de communes, un projet de développement économique.

Art. 2.— Le projet de développement économique aura pour objet la production d'un rapport détaillé établissant :

- des axes de développement stratégique dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat, de l'industrie et du commerce aux îles Marquises ;
- des programmes d'actions à mettre en œuvre dans les secteurs économiques précités.

Ces axes et ces programmes devront, d'une part, être cohérents entre eux et, d'autre part, être élaborés en cohérence avec les options de développement global de la Polynésie française et sa réglementation.

Art. 3.— Dans un délai de trois mois à compter de la date de création de la communauté de communes par un arrêté du haut-commissaire, une convention formalise la collaboration entre la Pol3m.ésie française et la communauté de communes précitée pour l'établissement de son projet de développement économique.

Art. 4.— Les communes définies à l'article 1er, regroupées en communauté de communes, déposent auprès du Président de la Pol3m.ésie française :

- dans un délai de six mois suivant la date de création de la communauté de communes par un arrêté du haut-commissaire, les termes de référence des études du projet de développement économique qui doit être produit ;
- dans un délai de dix-huit mois suivant la date de création de la communauté de communes par un arrêté du haut-commissaire, le rapport définissant le projet de développement économique précité.

Si à l'expiration de l'un au moins des délais précités, les communes en cause n'ont pas satisfait cette formalité de dépôt, un arrêté du conseil des ministres constate ce fait et le retrait consécutif du bénéfice des dispositions du présent arrêté."

Art. 5.— Le vice-président, en charge du développement des collectivités et du transfert des compétences, de la communication, porte-parole du gouvernement, le ministre de la reconversion économique, du commerce extérieur, de l'industrie et de l'entreprise, en charge de l'économie numérique et du développement des technologies vertes, le ministre du tourisme et des transports aériens internationaux, en charge de l'aéroport de Tahiti - Faa'a, le ministre des ressources maritimes, en charge de la promotion de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, le ministre de l'économie rurale, en charge de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la promotion des agro-biotechnologies, le ministre de la culture et de l'artisanat, en charge de la vie associative et des relations avec les communautés cultuelles, et le ministre du développement des archipels et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2010.

Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,

Edouard FRITCH.

Le ministre de la reconversion économique,

*du commerce extérieur, de l'industrie
et de l'entreprise,*

Teva ROHFRITSCH.
*Le ministre du tourisme
et des transports aériens internationaux,*

Steeve HAMBLIN.
Le ministre des ressources maritimes,

Temaury POSTER.
Le ministre de l'économie rurale,
Frédéric RIVETA.

*Le ministre de la culture
et de l'artisanat.*
Mita TERIIPAIA.

*Le ministre du développement des archipels
et des transports intérieurs,*
Louis FREBAULT.

Règlement intérieur

Préambule

L'arrêté N° HC 867 DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la Communauté de Communes des Iles Marquises prévoit dans son article 14 que le conseil communautaire approuve un règlement intérieur établi par le bureau. Ce règlement intérieur « ...*précise notamment les règles de fonctionnement de conseil communautaire et du bureau, les droits et les devoirs des élus au sein de ce conseil ainsi que les modalités d'exercice de la démocratie locale dans le cadre de ce conseil.* »

Le règlement intérieur sera annexé aux statuts de la CODIM après son adoption.

Conformément à l'article 7-5 de l'arrêté N° HC 867 DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la Communauté de Communes des Iles Marquises, les règles qui ne sont pas précisées dans le présent règlement intérieur et d'une manière plus large, les règles qui s'appliquent aux « ...*conditions de validité des délibérations du conseil communautaire et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation du conseil, ainsi que les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles que le code général des collectivités territoriales fixe pour les conseils municipaux.* »

Ainsi, le règlement intérieur de la Communauté de communes des Iles Marquises vient compléter et préciser les termes du CGCT et de l'arrêté N° HC 867 DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la Communauté de Communes des Iles Marquises.

TITRE I- LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 1^{er} - Lieu des réunions

L'organe délibérant se réunit au siège de la Communauté de Communes des Iles Marquises ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres (cf article 7-5 de l'arrêté N° HC 867 DIPAC du 29 novembre 2010)

Article 2 – Convocation

Le Conseil Communautaire est convoqué en séance publique par le Président, au moins deux fois par an (cf article 7-54 de l'arrêté N° HC 867 DIPAC du 29 novembre 2010) et à chaque fois que le Président le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le Haut-commissaire de la République en Polynésie française ou par la majorité au moins des membres en exercice. En cas d'urgence, le haut-commissaire de la République en Polynésie française peut abréger ce délai (cf Article L2121-9 du CGCT)

Un calendrier annuel des séances est établi par le Bureau.

La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des membres du conseil communautaire, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. Les convocations peuvent se faire par tout moyen de télécommunication. (cf Article L2121-10 et -11 du CGCT).

La convocation est adressée trois jours francs au moins avant celui de la réunion.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil communautaire qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure (cf Article L2121 -11 du CGCT).

Article 3 – Ordre du jour

L'ordre du jour est établi par le Président.

Il est adressé aux Conseillers Communautaires en même temps et par les mêmes moyens que la convocation.

Au cours de la séance, le Président aborde les points de l'ordre du jour dans l'ordre arrêté par la convocation.

Cet ordre peut toutefois être modifié, sur proposition du Président, après accord de la majorité du Conseil communautaire.

Chaque point de l'ordre du jour fait l'objet d'un résumé sommaire par le Président ou les rapporteurs qu'il désigne.

Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Président ou du Vice-président délégués sur invitation du Président.

Les services communiquent à chaque rapporteur les documents essentiels se rapportant au projet de délibération.

Si une délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat accompagné de l'ensemble des pièces peut être consulté à sa demande par tout Délégué Communautaire au siège de la Communauté des Communes, soit à ATUNOA, dans le service concerné.

Ces documents ne peuvent sortir de l'enceinte des lieux où ils sont consultables. Après consultation, ils sont laissés sur place et replacés dans le dossier du projet de délibération correspondante.

Dans tous les cas, ces dossiers sont tenus en séance à leur disposition.

Article 4 - Présidence.

Le Conseil communautaire est présidé par le Président de la Communauté de Communes des Iles Marquises et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le Conseil communautaire élit son président. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote (cf Article L2121-14 du CGCT)

Le Président dirige les débats.
Il ouvre la séance et en prononce la clôture.

Article 5 - Police de la séance.

Le Président vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre la séance, préside les débats, accorde la parole, fait observer le règlement intérieur.

Il a seul le pouvoir d'autoriser une suspension de séance dont il fixe la durée. Cette suspension peut être demandée soit à l'initiative du Président soit à l'initiative d'au moins un tiers des membres du Conseil Communautaire.

Il a seul le pouvoir de lever la séance.

Le Président a seul la police de l'assemblée. (cf Article L2121-16 du CGCT)

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Il fait observer et respecter le présent règlement intérieur.

Il assure la sérénité des débats.

Il rappelle à l'ordre les membres de l'assemblée qui interviennent sans en avoir obtenu au préalable l'autorisation, ou le public si des manifestations troublent l'ordre et la sérénité des débats.

Si une personne persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le Président peut décider de suspendre la séance et expulser l'intéressé, par tous moyens de droit qui relèvent de son pouvoir de police.

Article 6 - Secrétariat de la séance.

Au début de chacune de ses séances, le Conseil communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire(s). Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations. (cf Article L2121-15 du CGCT).

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum, l'appel, la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le dépouillement des scrutins.

Il note les votes sur un document préparé à cet effet par le secrétariat.

Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

Article 7 – Quorum

Le Conseil Communautaire ne peut délibérer que lorsque la **majorité** de ses membres en exercice est présent à la séance.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, le **quorum** n'est pas atteint, le Conseil Communautaire est à nouveau

convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le Président rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil communautaire qui se prononce sur l'urgence. (cf Article L2121-17 du CGCT)

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération.

Ainsi, si un délégué communautaire s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Les pouvoirs donnés par des délégués communautaires absents n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Il n'y a pas lieu de tenir compte des membres qui ne sont plus en fonction.

Si des membres s'abstiennent de voter, leur présence suffit pour qu'ils continuent à compter pour le calcul du quorum.

La décision de membres, présents pendant la discussion, de sortir au moment du vote équivaut à une abstention. Ce départ n'affecte pas le quorum.

Article 8 – Pouvoirs

Un Délégué Communautaire titulaire, empêché d'assister à une séance, peut donner à un autre membre pouvoir écrit de voter en son nom ; il devra alors désigner en priorité un des délégués suppléants de sa commune pour le remplacer (cf arrêté n° HC 867 DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la CODIM, article 7-4). Un même délégué, titulaire ou suppléant, ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir est toujours révocable.

Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives (art. L. 2121-20 CGCT).

La procuration doit être adressée soit au secrétariat de la Communauté de Communes avant la séance, soit remise au Président en début de séance par le mandataire, à la signature de la feuille de présence.

Article 9 - Publicité des séances

Les séances du Conseil communautaire sont publiques.

Néanmoins, sur la demande de cinq membres du Conseil ou du Président, le Conseil Communautaire peut, sans débat, décider à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se réunir à huis clos (article L5211-11 du CGCT).

Article 10 – Questions urgentes

Sur proposition d'un tiers des membres du Conseil Communautaire, ou de sa propre initiative, le Président peut demander au Conseil communautaire d'examiner des questions urgentes qui ne figurent pas dans le projet d'ordre du jour.

Le Conseil communautaire se prononce immédiatement sur l'urgence, à la majorité.

Article 11 – Questions orales

Lors de chaque réunion du Conseil Communautaire, et pour assurer l'information des élus, les conseillers peuvent poser, au titre des « Questions diverses », des questions orales, communiquées 72 heures avant au secrétariat de la Communauté de Communes, intéressant la gestion communautaire et évoquant les problèmes d'intérêt communautaire (cf article 2121-19 du CGCT).

Article 12 - Questions écrites

Les membres du Conseil communautaire peuvent adresser des questions écrites au Président sur toute affaire relevant de la compétence de la Communauté de Communes.

Le texte des questions écrites est dûment signé par son auteur, adressé au Président et fait l'objet de sa part d'un accusé de réception.

Le Président répond à ces questions dans un délai qui ne peut dépasser un mois.

Article 13 – Vote

Les votes du Conseil Communautaire sont obtenus à mains levées au scrutin public ou au scrutin secret.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Les membres du Conseil votent alors à main levée. Le résultat est constaté par le Président. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote

Le scrutin secret est obligatoire toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame et lorsqu'il s'agit de procéder à une nomination ou à une présentation. Dès que celui-ci est décidé, les délégués Communautaires doivent s'abstenir de toute explication de vote.

Lorsqu'il s'agit de procéder à une nomination ou présentation, si après deux tours de scrutin, aucune des présentations faites ou aucun des candidats à élire n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

A égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin (art. L. 2121-21 CGCT).

Les décisions du Conseil Communautaire sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le Président de séance a voix prépondérante en cas de partage, sauf à l'occasion d'un scrutin secret (cf Article L2121-20 du CGCT). Si le Président ne vote pas et si les voix sont également partagées, la proposition mise aux voix n'est pas adoptée.

Le Président fait voter, avant le texte principal, pour ou contre, sur les amendements aux projets de délibérations présentés.

Tout projet de délibération peut être renvoyé pour étude complémentaire si la majorité du Conseil le décide.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date.

Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

En début de séance, lecture sera donnée des délibérations approuvées lors du Conseil Communautaire précédent.

Article 14 - Suspension de la séance.

Le Président peut suspendre la séance à tout moment. Il fixe alors la durée de cette suspension.

Il met aux voix toute demande de suspension de séance formulée par au moins cinq membres du Conseil Communautaire présents.

Article 15 – Procès-verbal

Chaque séance donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui est transcrit sur le registre des délibérations.

Le procès-verbal de chaque séance est affiché au siège de la Communauté de Communes; il est adressé à tous les délégués Communautaires titulaires et suppléants.

Le procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

TITRE II -LE PRESIDENT ET LE VICE-PRESIDENT

DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Article 16 – Election du Président

Le Conseil Communautaire élit le Président parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. A égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Article 17 – Missions du Président

Le Conseil communautaire peut déléguer une partie de ses attributions au Président, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT.

Le Président doit en rendre compte au Conseil lors de chaque séance publique. Le Conseil peut à tout moment mettre fin à tout ou partie des délégations accordées au Président et au Bureau.

Outre les missions du Président détaillées dans le CGCT et dans l'arrêté HC 867 DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la Communauté de Communes des Iles Marquises, le président de la CODIM adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de la CODIM sont entendus. Le président de la CODIM peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.

Les délégués de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale.

Article 18 – Le Vice-président

Le Vice-président est élu dans l'ordre, au scrutin uninominal, dans les mêmes conditions que le Président.

Leur nombre est déterminé par le Conseil Communautaire, lors de sa première réunion.

Le Président peut déléguer, par arrêté au premier Vice-président, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Le premier Vice-président a notamment vocation à remplacer le Président pour l'ensemble de ses attributions en cas d'absence et d'empêchement de celui-ci.

TITRE III -LE BUREAU

Article 19 – Constitution et missions du bureau

Le Bureau comprend le Président, le Vice-président, et les autres membres tels que prévu à l'article 8 de l'arrêté N° HC 867 DIPAC du 29 novembre 2010. Il peut comprendre, éventuellement, en sus du vice-président, un ou plusieurs membres de l'organe délibérant (cf article 8 de l'arrêté N° HC 867 DIPAC du 29 novembre 2010).

Il peut être chargé par le Conseil communautaire du règlement de certaines affaires et recevoir délégation à cet effet conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du CGCT). Lors des réunions du Conseil Communautaire, le Président rend alors compte des décisions prises par le Bureau dans le cadre de cette délégation.

Article 20 – Réunions du bureau

Le Bureau se réunit tous les trimestres, et plus si nécessaire, au siège de la Communauté, ou en tout autre endroit validé au préalable par ses membres.

Un calendrier annuel des séances sera établi.

Le Bureau est présidé par le Président.

La séance est dirigée par le Président.

En début de séance, une feuille de présence est mise à la disposition des membres par le Président. Un membre ne sera réputé présent qu'après avoir signé cette feuille de présence.

Les affaires sont discutées dans l'ordre apparaissant dans la convocation.

Le secrétariat et l'établissement du relevé de conclusions ou du compte rendu sont assurés par les services de la Communauté de Communes des Iles Marquises ou à défaut, par un de ses membres.

Article 21 – Ordre du jour et compte-rendu

Le Bureau examine les affaires courantes concernant l'administration de la Communauté de Communes.

L'ordre du jour est arrêté par le Président.

Les membres du Bureau peuvent proposer au Président d'inscrire toute question importante nécessitant une décision du Bureau Communautaire.

Le Bureau propose l'ordre du jour du Conseil communautaire et examine préalablement les rapports qui lui sont soumis.

Ses réunions ne sont pas publiques.

Le Bureau peut inviter, à la demande du Président, toute personne concernée par un point de l'ordre du jour, à toute ou à une partie de sa réunion et dans des conditions déterminées à l'avance.

Le compte-rendu des réunions du Bureau est adressé aux membres titulaires et suppléants du Conseil communautaire.

Ordres du jour des réunions du conseil communautaire de la CODIM

Année 2012

- **Lieux : ATUONA**
 - **07 et 08 février 2012:** rencontre avec *Madame le Ministre de l’Outre-Mer, Marie-Luce PENCHARD*
 - **16 et 17 mars:**
 - Présentation par le directeur de l’Agence Française de Développement (AFD), *Frédéric AUDRAS*
 - Présentation par Mr Tepuanui SNOW de l’état de l’avancement de l’étude sur les chemins de randonnées
 - Présentation de l’avancement des études dans le domaine de la pêche
 - **27 et 28 avril:**
 - Projet UNESCO Marquises présenté par Mr Matahi CHAVE
 - Rencontre du Ministre de l’Environnement, Jacky BRYANT
 - Échange avec les élus sur l’étude du tourisme
 - Présentation par Sophie Dorothée DURON, responsable de l’Agence des Aires Marine en Polynésie française, sur les procédures de création et de gestion des Aires Marines protégées
 - Présentation par M. Thomas GHESTEMME de la Société d’ornithologie de Polynésie MANU, des projets au niveau des Marquises
 - Desserte des liaisons AIR TAHITI en Twin-otter
 - **22 et 23 juin: Agriculture**
 - Présentation de KAIHOTURAU par sa directrice générale Warena LEOGITE
 - Présentation de la politique des actions menées par le Ministère de l’agriculture, par Marc FABRESSE, conseiller technique
 - Présentation des procédures pour mettre en place une agriculture biologique, par Gilles PARZY, consultant pour le SDR

- Avancement des études du développement économique des îles Marquises.
- **31 août et 1^{er} septembre:**
- Présentation du nouvel Administrateur Territorial des îles Marquises, Bernard CHIMIN, par M. Daniel HERLEMME, Ministre du développement des Archipels
 - Présentation par M. Vincent LEBECQ, ingénieur agronome zootechnicien du Ministère de l'Agriculture, de ses missions aux Marquises.
 - Présentation de l'apiculture aux Marquises, par Éric NOBLE, président de la coopérative apicole HAATEPEIU O TE PUA AKAU
 - EDT: présentation par M. Dominique BAYEN, directeur général de EDT, du potentiel « énergie renouvelable » aux Marquises
 - Présentation par le colonel JOUANNET-DDPC – du S.A.C.R
 - Point sur les études en cours: schéma directeur des transports maritimes interinsulaires, chemins de randonnée et le tourisme.
- **26 et 27 octobre:**
- Présentation de l'UNESCO par le Chef de projet, Pascal ERHEL
 - Présentation par le Ministre en charge de l'aménagement, du Logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, M. Louis FRÉBAULT, des sujets:
 - Lancement des études relatives au S.A.G.E
 - Présentation du site Internet TE FENUA
 - Point sur la fusion annoncée du FDA avec l'OPH
 - Présentation du Challenge Roger VAKI par la vice-présidente Moeama MU
 - Présentation de l'étude TOURISME – restitution finale par Stéphane RENARD
 - Présentation par Bruno DE FUMICHON et Frédérique TERZAN du projet de développement économique des Marquises, dans sa 1^{ère} version
- **19 et 20 décembre:**
- Transport interinsulaire: présentation de l'étude par Olivier LEBRUN de CREOCEAN

- Programme de développement économique des îles Marquises présenté par Mme Frédérique TERZAN

Année 2013

- Lieux : ATUONA

– 01 et 02 février 2013:

- Intervention de M. Tauhiti Nena, Ministre de l'Education, de la jeunesse et des Sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative et Mme Aline- Titiehu Heitaa-Archier, directrice de l'Enseignement Secondaire, sur les thèmes suivants :
 - Présentation de la DEP du CJA par la Direction du 1er degré
 - Présentation du système éducatif aux Marquises : Bilan et perspectives
 - Présentation du dispositif de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) et perspectives aux Marquises
- Intervention du Ministre de l'aménagement, du logement et des affaires foncières, Louis FREBAULT, relative à la tournée ministérielle prochainement prévue aux Marquises
- Adoption du PV du 19 décembre 2012
- Point sur l'étude relative à la réhabilitation des décharges existantes cédées aux communes, notamment à NUKU HIVA, et celle portant sur la gestion des déchets à TAHUATA, FATU-IVA et UA HUKA ;
- Examen des statuts de la CODIMP en vue d'une éventuelle révision des champs de compétence (Alain MOYRAND)
- Présentation par Alain MOYRAND des sujets suivants :
 - Présentation du rapport réalisé par la Commission de Régulation de l'Énergie en décembre 2012 intitulée : « La régulation du système électrique polynésien »
 - Présentation d'une stratégie d'actions pour la protection des savoirs traditionnels.
- Présentation par Sophie-Dorothée DURON de l'avancement de la démarche Aire Marine Gérée

(AMG) aux Marquises et du projet d'aire marine éducative de Tahuata

- Point sur l'étude relative à l'aménagement des chemins de randonnées aux Marquises
- Programme de développement économique durable des Marquises
- Examen des candidatures au poste de « développeur de la CODIM »

– **01 et 02 mars 2013:**

- Validation de l'appel d'offres sur l'étude relative à l'aménagement des chemins de randonnées aux Marquises
- Examen des candidatures au poste de "Développeur de la CODIM"

– **31 mai et 1er juin 2013 :**

- Présentation par une étudiante en Doctorat international, Emilie, d'un projet de restauration des sites aux Iles Marquises et l'archéologie.
- Présentation du projet de site Internet CODIM par la société VITTORIA Conseil
- Présentation d'une mission d'expertise et de vulgarisation relative à la lutte contre les mouches des fruits et des fourmis folles, par Julie GRANDGIRARD, Ingénieur entomologiste du SDR de Papara.
- Vote du Compte Administratif 2012
- Vote du Budget supplémentaire 2013
- Vote de délibérations
- Présentation et examen des candidatures au poste de "Développeur de la CODIM"
- Remise du Plan de développement économique durable des Marquises en version finale
- Présentation par Sophie-Dorothée DURON du lancement du programme « PALIMMA - Te Haatumu o te tai Moana » et exposition sur le thème « les marquisiens et la mer ».

• **Lieu : PAPEETE**

– **20 juin 2013 Commission de recrutement**

- 1^{er} entretien avec 2 candidats pour le poste de développeur

- **Lieu : UA HUKA**

- **26 et 27 juin 2013**

- Présentation par M. Thomas PELE, directeur adjoint de la DIPAC et de Mme Sophie Wanson-Escande, des études :
 - sur la gestion des déchets à TAHUATA, FATU-IVA et UA HUKA;
 - sur la réhabilitation des décharges existantes cédées par le Pays aux communes, notamment à NUKU HIVA.
 - Présentation de l'étude relative à l'aménagement des chemins de randonnées aux Marquises par Frédéric JACQ
 - Présentation du programme challenge Roger VAKI en novembre 2013 par Moeama MU vice-présidente de la F.T.F et son représentant, en présence de M. Hugon BRUNEAU, Président du district de Foot Ball de la commune de Ua Pou.
 - Point sur la validation du poste de développeur
 - Organisation du « MATAVAA ITI O TE HENUA ENANA » à Ua Huka avec l'association TUPEHE NUI

- **Lieu: ATUONA**

- **31 août et 1er septembre 2013:**

- Intervention de M. Stéphane RENARD et Stéphanie BETZ, prestataires d'Archipelagoes pour le développement du tourisme aux Marquises
 - Présentation de l'étude relative à l'aménagement des chemins de randonnées aux Marquises par Hiro DAMIDE
 - Présentation par Olivier LEBRUN, CREOCAN, de l'étude à venir sur les infrastructures portuaires des Marquises

- **Lieu: PAPEETE**

- **09 et 10 octobre 2013 - Commission de recrutement**

- 2ème entretien avec 5 candidats pour le poste de développeur

- **Lieu: UA POU**

- **02,03 et 04 novembre 2013:**

- Validation des candidatures au poste de chargé de mission
 - Présentation de l'étude relative à l'aménagement des chemins de randonnées aux Marquises par Jean François BUTAUD
 - Intervention de Stéphanie BETZ, prestataire d'Archipelagoes pour le développement du tourisme aux Marquises
 - Présentation du Festival des Marquises à UA HUKA par Sylvain FOURNIER
 - Présentation sur le congrès international des aires marines protégées par Georges TEIKIEHUPOKO « IMPAC 3 »
 - Intervention par Moeama MU sur le programme « TE TAU HAKAIKI »

- **Lieu: ATUONA**

- **29 novembre 2013 - Commission de recrutement + bureau exécutif**

- 3ème entretien avec 2 candidats pour le poste de développeur

- **Lieu: UAHUKA**

- **16 et 17 décembre 2013**

- Intervention de Stéphanie BETZ, prestataire d'Archipelagoes pour le développement du tourisme aux Marquises
 - Présentations du projet UNESCO Marquises par Pascal ERHEL et les aires marines protégées (« IMPAC 3 ») par Sophie Dorothée DURON
 - Validation du candidat pour le poste de Chargé de mission

Année 2014

- **Lieu: ATUONA**

- **31 janvier et 1er février 2014 :**

- Entretien des Maires sur la politique sectorielle de l'eau avec Mme Angélique MOULON- SHAN de SPEED dans le cadre d'une étude missionnée par le Ministère de l'environnement.
- Intervention de Monsieur Julien GUILLET de CREOCEAN sur les études concernant les zones de mouillages organisés.
- Adoption du procès- verbal de la réunion des 16 et 17 décembre 2013
- Examen et adoption des délibérations
- Validation chargée de mission, CODIM désistement de Herenui CHALONS
- Présentation des dossiers de consultation des études pour la mise en œuvre de la gestion des déchets ménagers des communes des îles Marquises et la réhabilitation des dépotoirs communaux des îles Marquises.
- Présentation de Marc TARRATS sur une étude concernant les stratégies, perceptions et jeux d'acteurs pour une AMP aux îles Marquises dans le cadre de son doctorat en géographie
- Questions diverses

❧❧❧